

ARRETE DU MAIRE

autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques du monastère de Sainte-Croix dans le système de collecte et de traitement de la commune de Sainte-Croix aux conditions décrites dans le présent arrêté.

LE MAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article R.2224-19-6,

VU le Code la Santé Publique et en particulier son article L 1331-10,

VU l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

VU l'Arrêté du 21 juillet 2015 relatif à la surveillance du fonctionnement et de l'efficacité des dispositifs relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 pris en application relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement,

Article 1 - OBJET DE L'AUTORISATION

L' Association « le Monastère de Sainte Croix », dont le siège social est à « Le Village 26150 Sainte Croix », immatriculée au répertoire SIRENE de l'INSEE sous le 530 053 495 représentée par Monsieur , agit en qualité de propriétaire d'un tènement immobilier situé à Sainte Croix 26150 .

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif, SA à Capital Variable, agissant en qualité de locataire, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues de son activité d'hébergement et de restauration, dans le réseau public de collecte des eaux usées, via un branchement situé au village 26150 Sainte Croix comprenant plusieurs points de raccordement.

Article 2 - CARACTERISTIQUES DES REJETS

A. Prescriptions Générales

Sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, les eaux usées autres que domestiques rejetées dans le réseau public d'assainissement doivent se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement et respecter les dispositions suivantes:

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5,

b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C,

c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :

- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
- d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
- d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

B. Prescriptions Particulières

Au stade de l'avant projet, la charge hydraulique et la charge de pollution de la semaine la plus chargée de l'année ont été estimées après discussion et concertation avec le gérant de l'établissement. Les quantités annoncées représentent la capacité réelle en pointe de fréquentation de l'établissement.

Cette charge a été retenue dans le dimensionnement de la station d'épuration de Sainte Croix.

L'établissement s'engage à gérer en interne et sur son site les eaux usées chargées résultant de son activité dans les conditions suivantes:

- à mettre en place un système privé de traitement interne de ses effluents c'est à dire un bac dégraisseur adapté. Il sera situé à la sortie de l'évacuation des cuisines.

Le dimensionnement du bac à graisse est réalisé en fonction de plusieurs paramètres:

- le volume d'eau consommé,
 - le débit,
 - la température des effluents,
 - la nature des graisses à collecter,
 - la présence ou non d'un lave-vaisselle,
 - la nature des détergents utilisés,
 - le nombre de couverts le jour de plus grande affluence,
- à entretenir cet ouvrage de manière régulière et selon la périodicité nécessaire. Cet entretien conditionne son efficacité. Il est fortement conseillé de passer un contrat d'entretien avec une société spécialisée pour assurer un nettoyage régulier du bac (vidange + curage),

L'établissement s'engage :

- à ne déverser qu'un **volume maximum journalier de 12 m³** (douze mètres cubes). Ce volume correspond à la charge hydraulique maximum dont le déversement est autorisé dans le réseau public,

- à ne déverser qu'une **charge de pollution journalière maximale de 4,80 kg** (quatre kilogrammes huit cent grammes) **en DBO₅** (demande biologique en oxygène pendant 5 jours).

Cette charge correspond à la charge de pollution maximale dont le déversement est autorisé dans le réseau public,

- à réaliser une analyse de l'eau mensuelle sur les paramètres indiqués ci-dessous pendant les 3 premiers mois suivant la mise en service de la station d'épuration afin de vérifier que la charge polluante est bien compatible avec le fonctionnement des ouvrages communaux.

Les paramètres à analyser sont les suivants : pH, MES, DCO, DBO₅, P, NGL,

- à assurer la sauvegarde des ouvrages publics d'assainissement collectif situés dans le tènement foncier propriété du monastère et en assurer leur entretien.

Article 3 - CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement le Monastère de Sainte Croix, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est :

- subordonnée au paiement d'une participation de **12 000 euros** relative à la dépense de premier établissement entraînée par la collecte et le traitement de ses usées autres que domestiques,
- soumis au paiement de la redevance assainissement au tarif appliqué pour les eaux usées domestiques telle qu'elle définie par le règlement du service de la commune, le tarif étant fixé par délibération du conseil municipal.

Des contrôles inopinés par prise d'échantillon sur le rejet de l'établissement pour faire procéder à des analyses sur les différents paramètres précités pourront être réalisés par la commune ou par tout prestataire ou service à qui elle aura délégué cette mission et, ce, à ses frais.

Néanmoins, si les résultats du contrôle montrent que l'établissement est responsable d'une pollution avérée sur la station d'épuration et pouvant lui être dommageable, les frais du contrôle lui seront imputés de même que les éventuels frais de remise en état des ouvrages communaux.

Article 4 - DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de sa signature, et pourra être prorogée par périodes de 5 ans par tacite reconduction, si les termes de l'article 5 de la présente autorisation n'ont pas lieu d'être appliqués.

Article 5 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est strictement accordée à titre personnel, précaire et révocable à l'établissement récipiendaire de l'arrêté. L'exploitant et le propriétaire du monastère devront informer le Maire de toute cession ou cessation d'activité.

Toute modification apportée par l'établissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents entraînera la caducité du présent arrêté, l'établissement devant alors solliciter une nouvelle demande de raccordement et, ce, avant de mettre en oeuvre la modification de ses ouvrages.

Tout incident ou évènement conduisant l'établissement à rejeter des eaux de qualité autre que celle définie dans « le présent Arrêté », devra être porté à la connaissance du maire de la commune, dès sa survenue, par un message écrit, à savoir une télécopie ou un courriel, le monastère devant prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la commune et ses agents en charge de l'exploitation puissent intervenir le plus rapidement possible de façon à limiter leur impact sur les ouvrages communaux.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent Arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

En cas de transfert de la compétence Assainissement (collecte et traitement) à une autre collectivité, le présent arrêté sera intégralement repris par la collectivité ayant pris la compétence de la commune.

Article 6 - EXECUTION

Les contraventions au présent Arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Sainte Croix, le ,

Madame le Maire

Claude PONCET

Notifié a l'intéressé, le

L'Etablissement « le Monastère de Sainte Croix »